

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies. . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
/ Pays à plein tarif 60 fr.		

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE.

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## 1940

- 37 octobre — Loi relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « achat sur place de denrées coloniales ». (*Arrêté de promulgation n° 283 du 8 juin 1941*) . . . . . 290

## 1941

- 27 janvier — Décret soumettant au visa préalable de la censure centrale métropolitaine toutes les œuvres d'art représentant les traits du Chef de l'Etat destinées à être diffusées, vendues ou exposées ainsi que leurs reproductions. (*Arrêté de promulgation n° 281 du 8 juin 1941*) . . . . . 291
- 22 février — Loi modifiant et complétant la loi du 27 octobre 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « achat sur place de denrées coloniales ». (*Arrêté de promulgation n° 283 du 8 juin 1941*) . . . . . 291
- 22 février — Arrêté interministériel relatif à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « achat sur place de cotons coloniaux ». (*Arrêté de promulgation n° 283 du 8 juin 1941*) . . . . . 291
- 2 avril — Décret complétant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant réglementation de la sortie de certaines marchandises de France et d'Algérie. (*Arrêté de promulgation n° 282 du 8 juin 1941*) . . . . . 292
- 6 avril — Arrêté interministériel modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises. (*Arrêté de promulgation n° 284 du 8 juin 1941*) . . . . . 293

- 10 avril — Décret complétant l'article 4 du décret du 28 mai 1939 relatif aux promotions au grade d'adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe des services civils des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 271 du 2 juin 1941*) . . . . . 294
- 11 avril — Décret suspendant les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 prévoyant l'obligation d'un concours pour l'accès aux emplois d'adjoint et de commis des services civils des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 271 du 2 juin 1941*) . . . . . 294
- 18 avril — Décret complétant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 et abrogeant le décret du 5 mars 1941, relatifs à la réglementation de la sortie de certaines marchandises de France et d'Algérie. (*Arrêté de promulgation n° 282 du 8 juin 1941*) . . . . . 293
- 18 avril — Décret relatif à la titularisation des élèves administrateurs des colonies et des élèves administrateurs des services civils de l'Indochine des promotions 1937, 1938 et 1939. (*Arrêté de promulgation n° 286 du 10 juin 1941*) . . . . . 295
- 22 avril — Arrêté interministériel modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1932 fixant le cadre de la trésorerie du Togo. (*Arrêté de promulgation n° 285 du 8 juin 1941*) . . . . . 295

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## 1941

- 1<sup>er</sup> avril — N° 1181 S. E. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant réaménagement de certaines taxes perçues par le service des postes, télégraphes et téléphones. . . . . 295
- 14 avril — N° 1311 E. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française organisant le service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et au Togo. . . . . 296

30 mai	— No 269 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo. . . . .	298
30 mai	— No 270 — Arrêté réglementant la fabrication du pain. . . . .	299
31 mai	— No 1949 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant révision des surtaxes aériennes. . . . .	299
31 mai	— No 394 — Décision portant attributions de fonctions au chef du service des travaux publics et au chef du bureau des affaires économiques en ce qui concerne la production industrielle. . . . .	299
2 juin	— No 404 — Décision nommant la commission d'expertise prévue à l'article 5. du décret du 15 février 1938. . . . .	299
4 juin	— No 1995 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant modification aux articles 21 et 47 de l'instruction sur le service des chèques postaux de l'Afrique occidentale française. . . . .	300
5 juin	— No 273 — Arrêté fixant la date de fermeture de la campagne du cacao dans les cercles du territoire. . . . .	300
5 juin	— No 407 — Décision interdisant la vente des arachides dans le cercle de Sokodé et la subdivision administrative autonome de Mango. . . . .	300
6 juin	— No 274 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 532 du 26 décembre 1940 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1941 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent. . . . .	301
7 juin	— No 411 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité. . . . .	301
8 juin	— No 278 — Arrêté déclarant infectés de peste bovine les cantons de Kétao Sirka (subdivision de Lama-Kara). . . . .	301
8 juin	— No 279 — Arrêté réglementant le conditionnement du kapok au Togo. . . . .	302
8 juin	— No 280 — Arrêté complétant l'arrêté n° 22 du 10 janvier 1941 fixant les modalités d'application du décret du 29 octobre 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies. . . . .	302
Nominations, mutations, etc. . . . .	concernant le personnel. . . . .	303
Divers . . . . .		304

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Avis de recrutement de gardes frontières. . . . .	305
Avis d'adjudication (rectificatif) . . . . .	305
Domaines (avis de demande d'immatriculation) . . . . .	305
Nécrologie . . . . .	306

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Achat de denrées et produits coloniaux

#### ARRETE N° 283 portant promulgations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 27 octobre 1940;

Vu la loi du 22 février 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 22 février 1941;

Vu les instructions n° 245 A.P./I en date du 23 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — la loi du 27 octobre 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « Achat sur place de denrées coloniales »;

2° — la loi du 22 février 1941 modifiant et complétant la loi du 27 octobre 1940.

3° — l'arrêté interministériel du 22 février 1941 relatif à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « Achat sur place de cotons coloniaux ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

#### LOI relative à l'achat de produits coloniaux.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances est autorisé à ouvrir dans les écritures du trésor, un compte spécial intitulé : « Achat sur place de denrées coloniales ».

Au débit de ce compte sont imputés les paiements faits par le secrétaire d'Etat aux colonies, aux groupements d'exportateurs, pour achat ferme sur place de stocks de palmiste, d'arachides, de cacao, de café et de bois existant en Afrique française.

Au crédit de ce compte sont imputés les versements à effectuer par les groupements d'exportation après le paiement des sommes qui leur sont dues par les groupements d'importation et de répartition des oléagineux, du cacao et du café, et les versements effectués par les exportateurs de bois lorsque leurs marchandises auront pu être effectivement exportées. Les sommes à reverser sont liquidées par le

secrétaire d'Etat aux colonies, après contrôle par le secrétaire d'Etat au ravitaillement, en ce qui concerne les oléagineux, le cacao et le café.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,*  
Jean ACHARD.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères,*  
Paul BAUDOUIN.

*LOI relative à l'achat de denrées et produits coloniaux.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 27 octobre 1940;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le compte spécial ouvert dans les écritures du trésor par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 octobre 1940 est intitulé : « Achat sur place de denrées et produits coloniaux ».

ART. 2. — La loi du 27 octobre 1940 est complétée par un article 1<sup>er</sup> bis ainsi rédigé :

« Art. 1<sup>er</sup> bis. — Pourront exceptionnellement être imputées sur le compte spécial ouvert dans les écritures du trésor, en application de l'article qui précède, des opérations d'achat sur place de denrées ou produits coloniaux autorisées par arrêté du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du secrétaire d'Etat aux colonies et éventuellement du secrétaire d'Etat chargé de contrôler l'utilisation du produit dans la métropole. Ces arrêtés fixeront les modalités de fonctionnement du compte spécial en ce qui concerne lesdites opérations exceptionnelles ».

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 22 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,*  
René BELIN.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*ARRETE relatif à l'achat sur place de cotons coloniaux.*

LE MINISTRE, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX FINANCES, LE MINISTRE, SECRÉTAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES;

Vu les lois du 27 octobre 1940 et 22 février 1941 relatives à l'achat des produits coloniaux;

#### ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est autorisé à imputer au débit du compte spécial prévu par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 octobre 1940, le paiement aux groupements coloniaux d'exportation des achats fermes sur place des stocks de coton existant en Afrique française et de ceux à provenir de la prochaine récolte.

ART. 2. — Au crédit de ce compte seront imputés les versements effectués par le groupement d'importation et de répartition des cotons en représentation des sommes dues aux groupements coloniaux d'exportation, jusqu'à concurrence des avances consenties à ces groupements.

Les sommes à verser seront liquidées par le secrétaire d'Etat aux colonies sur l'avis conforme du ministre, secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail.

Fait à Vichy, le 22 février 1941.

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre, secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,*  
René BELIN.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Reproduction des traits du Chef de l'Etat

*ARRETE N° 281 promulguant au Togo le décret du 27 janvier 1941 qui soumet au visa préalable de la censure centrale métropolitaine toutes les œuvres d'art représentant les traits du Chef de l'Etat destinées à être diffusées, vendues ou exposées ainsi que leurs reproductions.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 27 janvier 1941;

Vu les instructions n° 255 A. P./I en date du 27 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 janvier 1941 qui soumet au visa préalable de la censure centrale métropolitaine toutes

les œuvres d'art représentant les traits du Chef de l'Etat destinées à être diffusées, vendues ou exposées ainsi que leurs reproductions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat aux finances et du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les œuvres d'art représentant les traits du Chef de l'Etat : photographies, gravures, dessins, peintures, estampes, médailles, timbres, sculptures, effigies et toutes reproductions ne pourront être diffusées, vendues ni exposées sans avoir été soumises au préalable à la censure centrale sous forme de photographie ou maquette.

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 27 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*

P.-E. FLANDIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

MARCEL PEYROUTON.

#### Prohibitions de sortie

#### ARRETE N° 282 portant promulgations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu le décret du 5 mars 1941, promulgué au Togo le 30 avril 1941;

Vu le décret du 2 avril 1941;

Vu le décret du 18 avril 1941;

Vu les instructions n° 248 A. p./I en date du 23 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — le décret du 2 avril 1941 qui complète la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant réglementation de la sortie de certaines marchandises de France et d'Algérie;

2° — le décret du 18 avril 1941 qui complète la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 et abroge le décret du 5 mars 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

#### DECRET du 2 avril 1941 portant modification du décret du 13 septembre 1940 (prohibitions de sortie)

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du secrétaire d'Etat à la production industrielle et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTÈRES respon- sables
Ex. 112 bis 1	Acétophénone. . . . .	P.
035	Oxychlorure de carbone . . . . .	P.
038	Cyanure de potassium, exempt de sodium . . . . .	P.
039 bis	Cyanures autres . . . . .	P.
0255 ter	Paranitrochlorobenzène. . . . .	P.
0255 quater	Orthonitrochlorobenzène. . . . .	P.
582	Armes d'affût et affûts . . . . .	P.
Ex. 646 C	Masques à gaz . . . . .	P.

ART. 2. — L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le secrétaire d'Etat à la production industrielle et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 2 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères et à l'intérieur,*

Amiral DARLAN,

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER,

*Le secrétaire d'Etat  
à la production industrielle,*

Pierre PUCHEU.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

**DECRET** du 18 avril 1941 portant modification du décret du 13 septembre 1940 (prohibitions de sortie).

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le décret du 5 mars 1941 prohibant l'exportation de graines surannées;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTÈRE respon- sable
170 <i>bis</i>	Produits et déchets végétaux non dénommés . . . . .	A.

**ART. 2.** — Est abrogé le décret susvisé du 5 mars 1941.

**ART. 3.** — L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 18 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères et à l'intérieur,*  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*  
Pierre CAZIOT.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Exportations françaises

(Engagement de non-réexportation)

**ARRETE** N° 284 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 6 avril 1941 qui modifie l'article 1er de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 6 avril 1941;

Vu les instructions n° 247 A. P./I en date du 23 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 6 avril 1941 qui modifie l'article 1er de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A L'INTÉRIEUR ET A LA MARINE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'AGRICULTURE ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1940 pour l'application du décret précité;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1940 relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises;

#### ARRETENT :

**ARTICLE UNIQUE.** — L'arrêté du 12 décembre 1940 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« **Art. 1er.** — Pour les produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance de la France métropolitaine, de l'Algérie ou des colonies françaises, mentionnés à la liste ci-annexée et destinés à être exportés vers les pays suivants : Bulgarie, Espagne (y compris les îles adjacentes), Finlande, Hongrie, Irlande, Portugal (y compris les îles adjacentes), Roumanie, Suède, Turquie, U. R. S. S., Yougoslavie, les demandes d'autorisation d'exportation formulées en dérogation des prohibitions de sortie doivent être obligatoirement accompagnées d'un engagement de non-réexportation souscrit par le destinataire ».

Fait à Vichy, le 6 avril 1941.

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères, à l'intérieur et à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,*  
Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*  
Pierre CAZIOT.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

**Cadre général des services civils des colonies**

**ARRETE** N° 271 promulguant au Togo les décrets des 10 et 11 avril 1941 concernant le cadre général des services civils des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 7 mai 1938 relatif aux conditions de recrutement des agents des services civils autres que l'Indochine et ceux des territoires sous mandat, promulgué au Togo par arrêté n° 303 du 1<sup>er</sup> juin 1938;

Vu les arrêtés ministériels des 16 mai et 17 juin 1938 et du 10 mars 1939 fixant les conditions des concours pour le recrutement des commis et des adjoints des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat, publiés respectivement dans les numéros du journal officiel du Togo des 1<sup>er</sup> juillet et 16 août 1938 et du 16 mai 1939;

Vu le décret du 28 mai 1939 portant organisation du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine, promulgué au Togo par arrêté n° 350 du 6 juillet 1939;

Vu les décrets des 10 et 11 avril 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — le décret du 10 avril 1941 complétant l'article 4 du décret du 28 mai 1939 relatif aux promotions au grade d'adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe des services civils des colonies;

2° — le décret du 11 avril 1941 suspendant les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 prévoyant l'obligation d'un concours pour l'accès aux emplois d'adjoint et de commis des services civils des colonies autres que l'Indochine.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juin 1941.

J. DELPECH.

**DECRET** du 10 avril 1941 complétant l'article 4 du décret du 28 mai 1939 relatif aux promotions au grade d'adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 28 mai 1939 organisant le cadre général des services civils des colonies;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 4 du décret du 28 mai 1939 est complété comme suit :

« Toutefois, pour les années 1940 et 1941, des promotions au grade d'adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe pourront être prononcées hors péréquation, dans la limite du nombre des adjoints principaux promus hors classe ».

**ART. 2.** — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 10 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

**DECRET** du 11 avril 1941 suspendant les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 prévoyant l'obligation d'un concours pour l'accès aux emplois d'adjoint et de commis des services civils des colonies autres que l'Indochine.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 7 mai 1938 relatif au recrutement des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous-mandat;

Vu les arrêtés ministériels des 16 mai et 17 juin 1938 et du 10 mars 1939 fixant les conditions des concours pour le recrutement des commis et des adjoints des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 mai 1939 portant organisation du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine, et notamment les articles 7 et 9;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 prévoyant l'obligation d'un concours pour l'accès aux emplois d'adjoint et de commis des services civils des colonies autres que l'Indochine, sont suspendues jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1942.

**ART. 2.** — Jusqu'à cette date, les adjoints et les commis des services civils des colonies pourront être recrutés sur titres, parmi les candidats remplissant toutes les autres conditions prévues à l'article 6 du décret du 28 mai 1939 et aux articles 3 et 4 des arrêtés du 16 mai 1938, modifiés et complétés par les arrêtés des 17 juin 1938 et 10 mars 1939.

Les adjoints et les commis ainsi recrutés devront accomplir l'année de stage prévue par l'article 13 du décret du 28 mai 1939.

**ART. 3.** — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 11 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

**Titularisation des élèves administrateurs**

**ARRETE** N° 286 promulguant au Togo le décret du 18 avril 1941 relatif à la titularisation des élèves administrateurs des colonies et des élèves administrateurs des services civils de l'Indochine des promotions 1937, 1938 et 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 18 avril 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 avril 1941 relatif à la titularisation



des élèves administrateurs des colonies et des élèves administrateurs des services civils de l'Indochine des promotions 1937, 1938 et 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 10 juillet 1940 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 8 mars 1941 concernant les élèves administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine prisonniers de guerre;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions réglementaires contraires, les élèves brevetés de l'école nationale de la France d'outre-mer, appartenant aux promotions 1934-1937, 1935-1938 et 1936-1939, nommés par arrêtés du 6 octobre 1939 élèves administrateurs des colonies ou élèves administrateurs des services civils de l'Indochine, pour compter du jour de l'expiration de leur temps légal de services militaires, seront nommés administrateurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe un an après la date de leur nomination en qualité d'élève administrateur.

ART. 2. — Les élèves administrateurs et administrateurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe ainsi nommés pourront, s'ils n'ont pas témoigné d'une aptitude générale suffisante, être licenciés dans un délai maximum de deux ans, à compter de leur arrivée dans la colonie, sur la proposition du gouverneur général et après avis de la commission de classement.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 18 avril 1941.

PHILIPPE PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

#### Trésorerie du Togo

ARRETE N° 285 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 22 avril 1941 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1932 fixant le cadre de la trésorerie du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1932, publié au *J. O. Togo* du 1<sup>er</sup> mars 1933 page 144;

Vu l'arrêté interministériel du 22 avril 1941;

Vu les instructions n° 242 A. P./I. en date du 21 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 22 avril 1941 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1932 fixant le cadre de la trésorerie du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPÊCH.

LE MINISTRE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES ET LE  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel des trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel du 9 janvier 1925 fixant le cadre local de la trésorerie du Togo, modifié par les arrêtés des 14 janvier 1927, 27 mai 1929 et 12 décembre 1932;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de la République au Togo;

#### ARRETENT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel susvisé du 12 décembre 1932 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le cadre de la trésorerie du Togo comprend quatre agents se répartissant ainsi :

« Un payeur.

« Trois commis principaux ou commis ».

Fait à Vichy, le 22 avril 1941.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Postes, Télégraphes et Téléphones

ARRETE N° 1181 S. E. portant réaménagement de certaines taxes perçues par le service des postes, télégraphes et téléphones.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920, 30 mars 1925 et 5 septembre 1932;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des postes, télégraphes et téléphones en Afrique occidentale française, rendue exécutoire par arrêté général n° 165 du 3 février 1918 et les textes ultérieurs portant modification des taxes et tarifs pratiqués en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 14 août 1939, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté n° 2869 A. P. du 15 septembre 1939, déterminant la procédure de fixation des taxes postales et des taux de conversion du franc-or;

Vu la loi du 21 octobre 1940, promulguée en Afrique occidentale française par arrêté n° 401 A. P. du 31 janvier 1941, relative à l'arrondissement au dixième des recettes et dépenses publiques et notamment les dispositions de la circulaire d'application de ladite loi prescrivant la révision des tarifs comportant des multiples de 5 centimes;

Vu l'urgence, la commission permanente du conseil de gouvernement consultée et sous réserve de ratification en conseil;

## ARRETE :

### I. — Taxes des articles d'argent

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur de l'Afrique occidentale française, ainsi que dans les échanges entre l'Afrique occidentale française et le Togo, le droit de commission à percevoir sur les mandats-poste est fixé à 0,10 par 10 francs ou fraction de 10 francs (minimum de perception : 0 fr., 50).

ART. 2. — Les mandats contributions acquittent le droit de commission suivant :

Jusqu'à 100 francs . . . . .	0,30
Au-dessus de 100 frs. jusqu'à 1.000 francs. . . . .	0,50
Au-dessus de 1.000 francs. . . . .	1,—
(Pas de maximum).	

ART. 3. — Le droit à percevoir pour l'accusé de réception dit « Service retour » échangé entre les bureaux pour les mandats télégraphiques est de 1 franc.

### II. — Taxes des chèques postaux

ART. 4. — Les versements aux comptes courants postaux sont soumis au paiement par la partie versante d'un droit de commission de 1 franc quel que soit le montant du versement et que l'avis de crédit comporte ou non de la correspondance.

Cette somme est représentée sur la formule de versement au moyen d'un timbre-poste.

ART. 5. — La taxe additionnelle dont sont passibles les virements franco-coloniaux et les virements A. O. F.-Maroc comportant au verso de l'avis de crédit une communication pour le bénéficiaire, est portée à 0 fr., 50.

ART. 6. — Les virements effectués d'office périodiquement ou dans certaines conditions fixées par les titulaires des comptes courants acquittent, outre la taxe ordinaire, un droit supplémentaire de 1 fr., 50.

### III. — Taxes télégraphiques

ART. 7. — Les télégrammes du régime intérieur de l'Afrique occidentale française et du Togo, transmis par la voie ordinaire, sont taxés suivant le tarif ci-après :

a) Jusqu'à 15 mots au maximum . . . . .	4,—
Télégrammes de plus de 15 mots :	
Pour les 10 premiers mots . . . . .	4,—
Par mot en sus . . . . .	0,40

ART. 8. — Le prix de vente des formules mises à la disposition du public pour la rédaction des télégrammes est de 1 fr., 50 le cent.

### IV. — Taxes des colis postaux

ART. 9. — Le droit d'assurance auquel sont assujettis les colis avec valeur déclarée échangés dans les limites du régime intérieur de l'Afrique occidentale française et du Togo est fixé à 1 fr., 50 par 1.000 frs. ou fraction de 1.000 francs.

ART. 10. — Le présent arrêté, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 1941, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 1<sup>er</sup> avril 1941.

P. BOISSON.

## Service de l'Education générale et des Sports

ARRETE N° 1311 E. organisant le service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et au Togo.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925 et 22 juin 1933;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel des services coloniaux et locaux et les actes modificatifs subséquents, notamment les décrets du 11 octobre 1934, fixant les conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial, 11 juillet 1936 et textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les déplacements et passages des officiers, fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 20 avril 1926, portant règlement sur le régime des déplacements du personnel en service en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 octobre 1902 et la circulaire ministérielle du 11 novembre 1904, réglementant le détachement du personnel de l'enseignement métropolitain;

Vu la loi du 14 avril sur les pensions et le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928, réglementant la caisse intercoloniale des retraites;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1923 et l'ordre de service annexé audit arrêté constituant les services du Gouvernement général;

Vu l'arrêté du 23 juin 1938, organisant l'inspection générale de l'enseignement de l'Afrique occidentale française et l'arrêté du 19 juin 1939, modifiant le précédent;

Après avis de l'inspecteur général de l'enseignement en Afrique occidentale française et du directeur des sports au Commissariat général de l'éducation générale et des sports, délégué du Commissaire général, en mission en Afrique occidentale française;

## ARRETE :

### TITRE PREMIER

#### CRÉATION ET ATTRIBUTIONS

ARTICLE PREMIER. — Il est créé en Afrique occidentale française et au Togo un service de l'éducation générale et des sports placé sous l'autorité directe du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, et dont les attributions sont les suivantes :

#### A. — Activités d'éducation générale

- a) Education physique et sportive;
- b) Enseignement pratique de l'hygiène;
- c) Pratique de certains travaux manuels;
- d) Pratique du chant choral;
- e) Préparation à la vie de plein d'air et à sa pratique dans les camps;
- f) Pratique raisonnée de l'action collective dans les équipes sportives, les associations, les ateliers, etc...



## B. — Organisation et contrôle des sociétés sportives

ART. 2. — Pour toute la partie de ses activités qui intéresse l'enseignement, le service de l'éducation générale et des sports collabore — avec la coopération de l'inspecteur général de l'enseignement et sous l'autorité du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française — avec les services de l'inspection générale de l'enseignement dont il est organiquement indépendant.

La répartition des attributions des divers services de l'inspection générale de l'enseignement et de l'éducation générale et des sports est réglée selon les principes ci-après :

1<sup>re</sup> — Toutes les activités scolaires qui ont lieu dans la salle de classe relèvent des services de l'inspection générale de l'enseignement;

2<sup>e</sup> — Toutes celles qui ont lieu hors de la salle de classe relèvent du service de l'éducation générale et des sports.

ART. 3. — Les rapports entre le service de l'éducation générale et des sports et l'autorité militaire, en matière d'éducation physique et sportive, seront définis par un texte spécial.

ART. 4. — Les sociétés sportives de l'Afrique occidentale française et du Togo sont placées sous la direction et le contrôle permanent du service de l'éducation générale et des sports, selon les modalités qui seront déterminées par un arrêté ultérieur.

ART. 5. — Le contrôle médical des activités physiques et sportives ainsi que la surveillance médicale des élèves sont exercés par des médecins commissionnés, relevant du service de l'éducation générale et des sports et choisis par priorité parmi les médecins titulaires du certificat d'aptitude métropolitain au contrôle médical de l'éducation physique et sportive.

## TITRE II

## PERSONNEL

ART. 6. — Le personnel du service de l'éducation générale et des sports comprend :

A) Des fonctionnaires des cadres du commissariat général de l'éducation générale et des sports, détachés pour servir en Afrique occidentale française et au Togo, et mis à la disposition du Gouverneur général, Haut-Commissaire, à cet effet;

B) Des fonctionnaires relevant des services de l'Afrique occidentale française et du Togo ou des officiers hors cadres commissionnés dans ce but;

C) Des fonctionnaires relevant du service de l'enseignement de l'Afrique occidentale française et du Togo :

a) Cumulant avec leurs fonctions normales des fonctions de direction et de contrôle au titre du service de l'éducation générale et des sports;

b) Ou appelés à remplir, outre les fonctions de l'enseignement de la discipline intellectuelle dont ils sont normalement chargés, des fonctions d'enseignement au titre du service de l'éducation générale et des sports.

Il sera procédé dans ce cas :

Soit à une réduction des heures d'enseignement dues au titre de la discipline intellectuelle;

Soit une attribution d'indemnité pour heures supplémentaires, calculée sur la base d'un nombre d'heures au plus égal aux deux tiers du nombre d'heures réellement fournies au titre de l'éducation générale et des sports.

ART. 7. — Les nominations sont effectuées par le Gouverneur général, Haut-Commissaire, sur la proposition du chef du service de l'éducation générale et des sports, après avis de l'inspecteur général de l'enseignement en ce qui concerne le personnel mis à sa disposition ou relevant des cadres des services du gouvernement général ou des cadres locaux.

## TITRE III

## ORGANISATION

ART. 8. — Le service de l'éducation générale et des sports est dirigé par un directeur fédéral placé sous l'autorité immédiate du Gouverneur général.

Le directeur est nommé par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire. Il est choisi parmi les fonctionnaires mis à la disposition du secrétariat d'Etat aux colonies par le commissaire général à l'éducation générale et aux sports, ou à défaut dans le personnel visé à l'article 6 (C). Il devra dans ce cas avoir accompli un stage probatoire auprès du commissariat général à l'éducation générale et aux sports dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

ART. 9. — Il lui est adjoint un inspecteur fédéral de l'éducation physique et des sports, chargé du contrôle des sociétés sportives et de l'enseignement de l'éducation physique et sportive à tous les degrés.

ART. 10. — Le directeur est assisté d'un comité fédéral de l'éducation générale et des sports, dont la composition et les attributions en matière de sports seront précisées par l'arrêté spécial organisant les sports en Afrique occidentale française (Charte sportive).

Ce comité comprendra une commission de l'éducation générale chargée d'élaborer la doctrine d'éducation générale applicable en Afrique occidentale française et au Togo, et de veiller à son application.

Elle est présidée par un inspecteur ou un chef de service de l'enseignement, représentant de l'inspecteur général de l'enseignement.

ART. 11. — Le président de cette commission de l'éducation générale a délégation permanente du directeur de l'éducation générale et des sports pour l'inspection des activités de l'éducation générale des écoles, objet de l'article premier (A), à l'exclusion de celles qui relèvent déjà de l'inspecteur fédéral de l'éducation physique et des sports.

Toutefois, le directeur exercera cette inspection en personne, en ce qui concerne le personnel de l'enseignement secondaire.

ART. 12. — Dans chacune des colonies du groupe et au Togo, le directeur a pour représentant un inspecteur local de l'éducation physique et des sports placé sous son contrôle technique.

Cet inspecteur exerce son autorité en liaison étroite avec le service de l'enseignement local, sous l'autorité du gouverneur. Le cas échéant, son ressort peut s'étendre à plusieurs colonies du groupe. Il relève alors de l'autorité du chef de la colonie de résidence.

ART. 13. — Au siège de chaque colonie le comité fédéral est représenté par un comité local dont la composition et les attributions seront réglées par l'arrêté organisant les sports.

Ce comité comprendra une commission de l'éducation générale chargée d'élaborer, sur la base des instructions communiquées par le comité fédéral, la doctrine d'éducation générale applicable dans la colonie, et de veiller à cette application.

Cette commission est obligatoirement présidée par le chef du service de l'enseignement ou son représentant, qui a délégation permanente en ce qui concerne l'inspection des écoles au titre de l'éducation générale.

ART. 14. — L'enseignement de l'éducation physique et sportive est assuré sous le double contrôle des inspecteurs de l'éducation physique et des sports et des chefs d'établissements :

a) Par des professeurs, moniteurs chefs ou moniteurs d'éducation physique et sportive, titulaires soit des diplômes métropolitains, soit de celui que délivrera le centre fédéral d'éducation physique et sportive dans des conditions qui seront fixées par un acte ultérieur ;

b) Par des instituteurs ayant reçu une formation appropriée au cours de stages effectués au centre fédéral.

ART. 15. — L'enseignement des activités d'éducation générale est assuré sous le double contrôle du délégué du directeur de l'éducation générale et des sports et des chefs d'établissements :

a) Dans les établissements de l'enseignement secondaire et dans les grandes écoles fédérales, par des maîtres d'éducation générale et sportive désignés par le Gouverneur général, Haut-Commissaire, sur la proposition du directeur de l'éducation générale et des sports, après avis de l'inspecteur général de l'enseignement. Ils devront, en principe, avoir suivi, dans des conditions qui seront ultérieurement déterminées, des stages de formation soit au centre national, soit au centre fédéral d'éducation générale et sportive ;

b) Dans les établissements primaires et primaires supérieurs, par des instituteurs désignés par le chef de la colonie intéressée, sur proposition du président de la commission prévue à l'article 13 ci-dessus et après avis du chef du service de l'enseignement local, qui auront suivi, en principe, des stages de formation dans des conditions qui seront ultérieurement déterminées.

ART. 16. — Le statut, la solde, les accessoires de solde, les droits au passage du directeur de l'éducation générale et sportive, de l'inspecteur fédéral, des inspecteurs locaux de l'éducation physique et des sports, ainsi que du personnel du service de l'éducation générale et des sports, seront déterminés par un acte spécial.

ART. 17. — Le secrétaire général du gouvernement général et l'inspecteur général de l'enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 14 avril 1941.

P. BOISSON.

#### Police sanitaire du bétail

*ARRETE No 269 modifiant l'arrêté no 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu les décrets des 7 décembre 1915 et 14 avril 1920 relatifs à la police sanitaire des animaux en Afrique occidentale française ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1934 réglementant la circulation du bétail et instituant le contrôle sanitaire sur les zones frontières du Togo ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux au Togo ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo ;

Après avis de l'inspecteur vétérinaire ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voies sanitaires No 9 et No 10 sont provisoirement supprimées.

Les voies sanitaires No 1, No 7 et No 8 sont modifiées comme suit :

Voie sanitaire No 1 : le tronçon Nadjoundi, Dapango, Bogou, Mango est supprimé.

La nouvelle voie est la suivante : piste Koundjouare, Borgou, Timioti, Mango-route intercoloniale, Koumougou, Kidjaboun, Bassari, Sokodé, Blitta, Atakpamé, Nuatja, Agbelouvé, Tsévié, Lomé.

Voie sanitaire No 7 : le tronçon Nyiye, Soamé, Palimé est supprimé.

Voie sanitaire No 8 : le tronçon Lomé-Kéta est supprimé.

ART. 2. — Le transit sur la voie sanitaire No 1 est soumis aux conditions suivantes :

Les troupeaux en provenance du Niger ou du Haut-Dahomey, seront réunis, parqués et mis en quarantaine à Mango.

Le départ sur le sud aura lieu les 1<sup>er</sup>, 10 et 20 de chaque mois.

Les troupeaux seront accompagnés (encadrement à la charge des commandants de cercle et chefs de subdivision) jusqu'à Atakpamé, d'où ils seront dirigés sur les lieux de vente.

A leur passage à Bassari, le certificat sanitaire sera visé et modifié suivant les achats et les ventes.

A Sokodé, aura lieu un contrôle vétérinaire et éventuellement une nouvelle quarantaine, si besoin est.

ART. 3. — L'article 8 de l'arrêté No 425 du 26 juillet 1937 est modifié comme suit :

Les postes de contrôle d'entrée et de sortie suivants sont seuls ouverts aux troupeaux importés, transitant ou exportés :

Pour les animaux en provenance ou à destination du Niger et du Haut-Dahomey : Borgou.

ART. 4. — Les troupeaux pénétrant au Togo en dehors des postes de contrôle ou transitant en dehors des routes sanitaires, seront confisqués, vendus aux enchères et le produit de la vente reviendra au budget local.

ART. 5. — Les commandants de cercle, l'administrateur-maire de Lomé, les chefs de subdivision, l'inspecteur vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mai 1941.

J. DELPECH.

**Fabrication du pain****ARRETE N° 270 réglementant la fabrication du pain.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, en son article 10;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 mai 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les proportions de farine française ou marocaine d'une part et de farine d'origine étrangère d'autre part devant entrer dans la fabrication du pain sont fixées comme suit :

Farine française ou marocaine . . . . . 60%  
Farine d'origine étrangère (américaine ou autre) . . . . . 40%

ART. 2. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1941 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mai 1941.

J. DELPECH.

**Surtaxes aériennes****ARRETE N° 1949 portant revision des surtaxes aériennes.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu les arrêtés généraux n° 3585 du 27 novembre 1938, n° 3786 du 15 novembre 1938, n° 3904 du 24 novembre 1938, n° 3906 du 24 novembre 1938, n° 3935 du 28 novembre 1938, n° 4245 du 23 décembre 1938 approuvant divers arrêtés locaux portant revision des tarifs aériens;

Vu le décret du 14 août 1939, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté n° 2869/A. P. du 15 septembre 1939, déterminant la procédure de fixation des taxes postales et des taux de conversion;

Vu la dépêche n° 3447/D. E., du 29 avril 1941 et le télégramme n° 1532 du 27 mai 1941, de M. le secrétaire d'Etat aux colonies;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil de gouvernement;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les correspondances-avion acquittent au départ de l'Afrique occidentale française et du Togo les surtaxes aériennes indiquées ci-après :

Départ de l'A. O. F. ou du Togo à destination de :	Lettres, cartes postales et paquets clos	Autres objets
	Par 5 grammes ou fraction de 5 grammes	Par 25 grammes ou fraction de 25 grammes
1° — Intérieur de l'A.O.F. et du Togo . . . . .	1,50	1,50
2° — France et Corse . . . . .	3,50	3,50
3° — Maroc . . . . .	3,00	3,00
4° — Algérie . . . . .	3,00	3,00
5° — Tunisie . . . . .	3,30	3,30

ART. 2. — Le présent arrêté, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 1941, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 31 mai 1941.

P. BOISSON.

**Production industrielle****DECISION N° 394 portant attribution de fonctions.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 1.539 T. P. du 30 avril 1941 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française fixant les conditions de répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle;

**DECIDE :**

ARTICLE PREMIER. — Le chef du service des travaux publics assurera, par délégation du Commissaire de France, les fonctions de chef du groupement « Togo ».

ART. 2. — Le chef du bureau des affaires économiques assurera, par délégation du Commissaire de France, les fonctions de chef du secteur de répartition « Togo ».

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1941.

J. DELPECH.

**Commission d'expertise****DECISION N° 404 nommant la commission d'expertise prévue à l'article 5 du décret du 15 février 1938.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 du 26 septembre 1934 portant modification de l'inspection des produits et les arrêtés subséquents le modifiant;

Vu le décret du 15 février 1938 portant organisation du contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 21 juin 1938 le modifiant;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est désignée comme suit la commission d'expertise chargée d'examiner toute question se rapportant au conditionnement des produits agricoles :

L'inspecteur de l'agriculture . . . . .	Président
Le chef du bureau des affaires économiques ou son délégué,	
L'inspecteur des produits,	
Un membre de la chambre de commerce, représentant les exportateurs à savoir :	
L'agent de la F. A. O. pour les oléagineux, le coton et le caoutchouc,	Membres
L'agent de la S. C. O. A. pour le café et le maïs,	
L'agent de la S. G. G. G. pour tous autres produits,	

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juin 1941.

J. DELPECH.

#### Chèques postaux

ARRETE N° 1995 portant modification aux articles 21 et 47 de l'instruction sur le service des chèques postaux de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F. et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 13 août 1925 portant création du service des chèques postaux en A. O. F.;

Vu l'arrêté du 19 octobre 1927 n° 2690 promulguant en A. O. F. le décret du 13 août 1925;

Sur la proposition du directeur régional des P. T. T.;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'instruction à l'usage des bureaux de poste, des bureaux de chèques et du service central des chèques postaux de l'A. O. F. est modifiée comme suit :

Art. 21. — Le montant maximum des mandats de versement N° 5 chp. est le même que celui des mandats locaux.

Toutefois, dans certains bureaux de poste fonctionnant au siège d'une paierie et désignés par arrêtés des gouverneurs sur la proposition des chefs de service des postes, ce maximum pourra atteindre 500.000 francs.

Le montant des mandats de versement émis au siège d'un bureau de chèques est illimité.

Art. 47. — Un chèque postal ne peut être tiré pour une somme supérieure à l'avoir du compte courant déduction faite du dépôt de garantie.

Toutefois, le montant maximum des chèques de paiement (nominatifs et d'assignation) du même tireur

au profit d'un même destinataire est limité à 500.000, 100.000 ou 25.000 francs pour certains bureaux de poste spécialement désignés par arrêtés des gouverneurs pris sur la proposition des chefs du service des postes.

Le montant des chèques de paiement pour une localité siège d'un bureau de chèques est illimité.

Il ne peut atteindre que le maximum fixé pour les mandats-poste dans les autres bureaux de poste.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 juin 1941.

Pour le Gouverneur général et par délégation,  
Le Gouverneur, Secrétaire général p. i.

CHAPOULIE.

#### Campagne du cacao

ARRETE N° 273 fixant la date de fermeture de la campagne du cacao dans les cercles du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 732 du 31 décembre 1938 portant modification à l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté n° 258 du 22 octobre 1940 fixant la date d'ouverture de la campagne du cacao;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'agriculture;

Après avis de la chambre de commerce et des sociétés indigènes de prévoyance intéressées;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne du cacao est fixée au 15 juin 1941 dans tous les cercles du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 juin 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée,  
L'inspecteur des affaires administratives  
chargé de l'expédition des affaires courantes,

J. de SAINT-ALARY.

#### Vente des arachides

DECISION N° 407 interdisant la vente des arachides dans le cercle de Sokodé et la subdivision administrative de Mango.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 juin 1935 réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux agriculteurs indigènes par les sociétés indigènes de prévoyance;

Vu la décision n° 4 du 26 février 1940 ouvrant la campagne des arachides dans le cercle de Sokodé et la subdivision administrative autonome de Mango;

Après avis des sociétés indigènes de prévoyance intéressées;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des arachides tant sur les marchés qu'en dehors des marchés est interdite pour compter du 15 juin 1941 dans le cercle de Sokodé et la subdivision administrative autonome de Mango.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 juin 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,  
L'inspecteur des affaires administratives  
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

#### Alcools dénaturés et alcools méthyliques

ARRETE N° 274 modifiant l'arrêté n° 532 du 26 décembre 1940 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1941 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Vu la lettre n° 199 en date du 30 novembre 1940 du président de la chambre de commerce de Lomé;

Vu l'arrêté n° 532 du 26 décembre 1940 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1941 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent;

Vu le contingent de 5.000 litres d'alcool à brûler alloué au Territoire par le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la lettre n° 128 en date du 30 mai 1941 du président de la chambre de commerce;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent à l'importation des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche, pour l'année 1941, est modifié comme suit : 5.000 litres.

ART. 2. — La répartition de ce contingent, pour l'année 1941, est modifiée ainsi qu'il suit :

Cie. F. A. O. . . . .	1.000 litres
U. A. C. . . . .	950 —
S. C. O. A. . . . .	1.000 —
S. G. G. G. . . . .	1.000 —
R. Eyehenne . . . . .	850 —
Ecole professionnelle . . . . .	200 —
Total . . . . .	5.000 —

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 juin 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,  
L'inspecteur des affaires administratives  
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

#### Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 411 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 1<sup>er</sup> juin 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

#### SUCRE

Cie. F. A. O. . . . .	2.000 kgs.
S. C. O. A. . . . .	3.350 —
U. A. C. . . . .	3.000 —
John Holt . . . . .	2.100 —

#### RIZ

S. C. O. A. . . . .	2.100 kgs.
U. A. C. . . . .	2.000 —

#### VIN

S. C. O. A. . . . .	1.000 litres
---------------------	--------------

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,  
L'inspecteur des affaires administratives  
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

#### Peste bovine

ARRETE N° 278 déclarant infectés de peste bovine les cantons de Kétau Sirka (subdivision de Lama-Kara).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 136 du 6 juin 1941 du commandant du cercle de Sokodé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés infectés de peste bovine les cantons de Kétau Sirka (subdivision de Lama-Kara).

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans lesdits cantons pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — Le commandant du cercle de Sokodé, le chef de la subdivision de Lama-Kara et l'inspecteur du service vétérinaire et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

### Conditionnement du kapok

ARRETE N° 279 réglementant le conditionnement du kapok au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 février 1938 relatif à l'organisation du contrôle du conditionnement promulgué au territoire par arrêté n° 359 du 27 juin 1938 et le décret du 21 juin 1938 le modifiant promulgué par arrêté n° 422 du 23 juillet 1938;

Vu le décret du 2 octobre 1940 réglementant l'exportation du kapok originaire des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies promulgué au territoire par arrêté n° 77 du 20 février 1941;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Sur la proposition de la commission d'expertise et après avis de la chambre de commerce;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le kapok brut ou égrené doit être acheté sur les marchés classés prévus par les arrêtés locaux ou dans des centres fixés par les présidents des sociétés indigènes de prévoyance.

ART. 2. — La séparation des qualités sera effectuée avant la vente. Il est interdit d'acheter ou de vendre du kapok classé autrement que ci-dessus. Les acheteurs devront loger séparément les trois qualités (supérieure, moyenne, ordinaire).

ART. 3. — Il est interdit aux acheteurs de verser le kapok sur la terre nue; celui-ci devra toujours être protégé du contact du sol par un plancher, des nattes, des bâches, toiles à sacs ou d'emballage suffisamment grandes.

ART. 4. — La mise en sacs du kapok doit se faire à la main; il est interdit de se servir de bâtons, afin d'éviter l'écrasement des graines et la détérioration des fibres.

ART. 5. — Le transport du kapok des marchés ou des centres d'achat autorisés sera assuré dans des sacs ou dans des paniers fermés, mais non recouverts de branchages afin d'éviter tout contact avec des corps étrangers.

ART. 6. — Les usines d'égrenage doivent être obligatoirement pourvues de magasins spéciaux pour le stockage des kapoks bruts des diverses qualités suivant l'espèce botanique et la couleur des fibres.

ART. 7. — Les fonctionnaires et agents assermentés visés aux articles 4 et 5 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection

des produits auront le libre accès de toutes usines et installation d'égrenage et des entrepôts de kapok. Ils auront qualité pour constater les manquements aux conditions imposées par le présent arrêté.

Les procès-verbaux dressés dans ce cas devront être affirmés au plus tard dans la huitaine de leur clôture et copie adressée au contrevenant dans les 3 jours de la constatation de l'infraction.

ART. 8. — Toutes les usines d'égrenage du Territoire devront être obligatoirement pourvues d'une aire grillagée pour le séchage du kapok avant l'égrenage.

ART. 9. — Avant l'égrenage, le vérificateur devra s'assurer que les kapoks 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> qualité sont bien égrenés séparément.

ART. 10. — Pour être admise à l'exportation du Territoire, chaque balle de kapok devra porter outre l'indication de la qualité désignée par l'une des abréviations suivantes :

Q.S. qualité supérieure  
B.Q. qualité moyenne  
Q.O. qualité ordinaire,

l'une des désignations suivantes :

Togo Céiba  
Togo Bombax.

Si le kapok n'a pas été récolté dans le Territoire l'indication d'origine devra être celle de la colonie dont il provient.

ART. 11. — La marque d'origine apposée par les soins des usines au moment de la fermeture des balles sera contrôlée par un des agents assermentés prévus par l'arrêté portant codification de l'inspection des produits.

ART. 12. — A titre transitoire, le kapok de l'ancienne récolte sera exporté aux conditions anciennes.

ART. 13. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

### Exportation des cafés

ARRETE N° 280, complétant l'arrêté n° 22 du 10 janvier 1941 fixant les modalités d'application du décret du 29 octobre 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 février 1938 relatif à l'organisation du contrôle du conditionnement promulgué au territoire par arrêté n° 359 du 27 juin 1938 et le décret du 21 juin 1938 le modifiant promulgué par arrêté n° 422 du 23 juillet 1938;

Vu le décret du 29 octobre 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies promulgué au territoire par arrêté n° 94 du 26 février 1941;



Vu l'arrêté n° 690 du 15 décembre 1938 modifiant en ce qui concerne le café l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté n° 22 du 10 janvier 1941 fixant les modalités d'application du décret du 29 octobre 1940 susvisé;

Sur la proposition de la commission d'expertise et après avis de la chambre de commerce;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour être exportés, les cafés du territoire du Togo devront, indépendamment des conditions requises par le décret du 29 octobre 1940 et par l'arrêté n° 22 du 10 janvier 1941, appartenir à l'une des catégories suivantes et remplir les conditions particulières indiquées au tableau ci-dessous :

Espèce	Désignation du type	Forme et couleur des fèves et graines	Dimensions maxima des graines en millimètres
Arabica	Type A.	Fèves plates allongées; sillon sinueux peu prononcé; couleur gris verdâtre passant au jaune.	Long. 11 <sup>m/m</sup> Larg. 7 — Epais. 4,5 —
Robusta Niaouli	Type B. N.	Fèves d'aspect globuleux; face plane d'un ovale assez régulier avec sillon peu ouvert et presque rectiligne;  Recouvert de sa pellicule le grain est d'une couleur gris roussâtre. Depelliculé il est vert jaune bleuté.	Long. 10 — Larg. 7,5 — Epais. 5 —  Le café de cette catégorie doit être exempt de graines de dimensions inférieures à 6 <sup>m/m</sup> dans la plus grande dimension.

Une tolérance de 10% de grains de dimensions supérieures à celles fixées pour chaque type sera autorisée pour tenir compte des imperfections du triage mécanique. En outre pour les deux types il ne sera pas tenu compte de l'épaisseur en ce qui concerne les grains monocotylédones dits « caracoli » qui sont plus épais que les dicotylédones.

ART. 2. — Pour permettre à l'inspection des produits d'exercer efficacement son contrôle, il sera constitué des échantillons pour chacun des types énumérés et dans tous les cas un échantillon correspondant aux plus gros et plus petit calibres autorisés pour les graines de chaque variété.

Un lot de chacun des échantillons sera déposé à la chambre de commerce, à l'inspection de l'agriculture et au bureau des affaires économiques.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1941.

J. DELPECH.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL EUROPEEN

##### Rappels d'ancienneté

Par décision n° 2005 du 4 juin 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française :

Il est attribué à M. Veuillet un rappel d'ancienneté de un an cinq mois cinq jours (1 an 5 mois 5 jours) dans le grade d'inspecteur divisionnaire (voie et bâtiments) au titre de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923.

M. Veuillet passe à l'échelon de solde après 3 ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941 et conserve dans cet échelon un rappel pour services militaires de 1 mois 24 jours.

##### Titularisation

Par arrêté n° 277 du :

8 juin 1941. — M. Kponton Sylvestre, inspecteur stagiaire du cadre local supérieur de la police du Togo, est titularisé dans son emploi en qualité d'inspecteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe pour compter du 16 mai 1941, date à laquelle il a terminé son année de stage réglementaire.

#### PERSONNEL INDIGENE

##### Passage à l'échelon supérieur de solde

Par arrêté n° 276 du :

8 juin 1941. — Est constaté pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1941, le passage au 2<sup>e</sup> échelon du commis d'administration stagiaire 1<sup>er</sup> échelon Capo-Chichi Eugène Maximilien qui compte un an d'ancienneté dans sa classe actuelle.

##### Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 275 du :

8 juin 1941. — L'article premier de l'arrêté n° 98 du 26 février 1940 est complété comme suit :

« Le commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe Attikossi Ernest, conserve dans son grade actuel une ancienneté de quatre mois ».

Le reste sans changement.

##### Titularisation

Par arrêté n° 287 du :

11 juin 1941. — Le maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe stagiaire Koukpaki Julien est titularisé en qualité de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des travaux publics pour compter du 6 juin 1941, date à laquelle il a accompli ses années de stage réglementaires.

##### Punitions.

Par décision n° 395 du :

31 mai 1941. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe Dedry Vincent, chef de gare à Agbonou pour le motif suivant :

« Abandon d'un poste de sécurité ».



Par décision n° 403 du :

2 juin 1941. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe Kohou Agbokou, en service au réseau des chemins de fer pour avoir contrevenu aux règlements d'exploitation.

Par décision n° 412 du :

8 juin 1941. — Les sanctions disciplinaires suivantes sont infligées aux agents désignés ci-dessous :

Ekoue Ayayivi, préposé des douanes de 8<sup>e</sup> classe : 10 jours de retenue de solde et blâme avec inscription au dossier pour faute grave dans le service.

Lawson Gustave et Aridjaka Keïta, caporaux gardes-frontières : 10 jours de suspension de solde pour faute grave dans le service.

Par décision n° 425 du :

11 juin 1941. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe Nyame Louis pour absences irrégulières.

#### Licenciement

Par décision n° 418 du :

8 juin 1941. — Sont licenciés de leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1941 les gardes-frontières stagiaires :

Bamezon Johannès — Antoine Dovi Têté.

#### Agents auxiliaires

##### Nomination

Par décision n° 415 du :

8 juin 1941. — Le nommé Samuel Mensah est engagé à titre provisoire, sous réserve de l'accomplissement d'un stage d'une durée minimum de trois mois et d'une durée maximum de un an, en qualité d'agent auxiliaire à deux cent cinquante francs (250 francs) par mois.

##### Licenciements

Par décision n° 402 du :

2 juin 1941. — L'agent auxiliaire Gnago, en service au réseau des chemins de fer (Voie), est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour le motif suivant :

« Absence irrégulière ».

Par décision n° 413 du :

8 juin 1941. — L'agent auxiliaire Djato, en service à Sokodé, est licencié de son emploi, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1941, pour faute grave.

##### Révocation

Par décision n° 392 du :

30 mai 1941. — L'agent auxiliaire Ayih Isaac, en service à la subdivision autonome de Mango, est révoqué de son emploi à compter du 16 mai 1941, pour incapacité professionnelle et abandon de poste.

## DIVERS

### Affaires courantes

Par décision n° 397 du :

1<sup>er</sup> juin 1941. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes, et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de France en tournée.

### Association

Par arrêté n° 272 du :

4 juin 1941. — Est autorisée la création de l'« Association Amicale des Postes, Télégraphes et Téléphones du Togo ».

Sont approuvés les statuts de cette Association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

### Boissons alcooliques

Par décision n° 408 du :

5 juin 1941. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée : « GENTIANE PICON : 15° » des Etablissements PICON et Cie. à Marseille.

### Bourse scolaire

Par décision n° 420 du :

10 juin 1941. — Une bourse scolaire, au taux de 1 fr., 50 par jour de présence effective, est accordée, pour compter du 13 juin 1941, dans les conditions des articles 2 et 3 de l'arrêté n° 479 du 11 septembre 1939 à l'élève Agbemagnon N'Sougan de l'école régionale d'Anécho.

### Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision n° 396 du :

31 mai 1941. — Le candidat Sobo Todom, de l'école régionale de Sokodé, est admis à l'école professionnelle de Sokodé, en qualité d'élève interne de 1<sup>re</sup> année.

### Postes, Télégraphes et Téléphones

#### Commission d'examen

Par décision n° 424 du :

11 juin 1941. — Une commission composée de :  
M. Lescellier, chef du service des P.T.T. *Président*  
M.M. Pallarès, directeur du cours complémentaire,  
Atayi, directeur de l'école régionale,  
Pereira, commis des P. T. T., *Membres*  
se réunira le 19 juin 1941 à 8 heures à l'école régionale pour faire subir aux candidats le concours de facteur auxiliaire des P. T. T.

### Secours

Par décision n° 401 du :

2 juin 1941. — Un secours éventuel une fois payé de CENT CINQUANTE FRANCS (150 frs.) est accordé à l'ex-agent auxiliaire (opérateur-radio) Gnacadja Dadjo.

**Terrain domanial**

*RECTIFICATIF à l'arrêté n° 208 du 18 avril 1941  
relatif au titre foncier n° 119 du territoire du Togo.*

J. O. du Togo n° 425 du 16 mai 1941 — page 271

*Au lieu de :*

Titre foncier n° 119 du territoire du Togo . . . .

*Lire :*

Titre foncier n° 199 du territoire du Togo à M.  
Fumey Hermann Kouassivi.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de recrutement de gardes frontières

Dix emplois de gardes-frontières des douanes du Togo sont actuellement vacants.

L'article 2 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 et l'article premier de l'arrêté n° 341 du 13 septembre 1936, indiquent que ces emplois sont réservés :

1° — Aux anciens tirailleurs ou miliciens ayant accompli au moins trois années de service — mais n'ayant pas quitté l'armée ou la milice depuis plus de trois ans.

2° — Aux candidats français ou originaires du territoire, titulaires du certificat d'études primaires.

3° — A défaut de candidats remplissant les conditions ci-dessus, aux candidats qui auront réussi à un concours dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 13 septembre 1936 susvisé.

Tout postulant doit produire :

1° — Un extrait d'acte de naissance ou à défaut un acte de notoriété en tenant lieu, ou un livret militaire.

2° — Un certificat de bonne conduite du régiment ou de la milice.

3° — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date.

4° — Une fiche judiciaire n° 2 ne comportant aucune condamnation à défaut un certificat administratif en tenant lieu, ayant moins de trois mois de date.

5° — Un certificat de visite et de contre visite délivré par des médecins militaires, constatant qu'ils sont aptes à un service de jour et de nuit, et qu'ils ont une taille de 1 m. 650 au moins.

6° — Un certificat du dernier employeur (sauf pour les anciens militaires et agents des forces de police ayant quitté leur corps depuis moins de trois ans).

7° — Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou miliciens, un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau de performances en usage dans l'armée.

8° — Une carte d'identité avec photographie et empreintes digitales délivrée par le commissariat de police.

La solde de début est de 3.000 francs par an.

Les demandes accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées au chef du bureau des finances et du personnel à Lomé avant le 15 juillet 1941, dernier délai.

#### Avis d'adjudication

*(Rectificatif)*

L'adjudication pour la fourniture de 44 lots de matières et objets nécessaires au réseau du chemin de fer du Togo pour l'exercice 1941 est reportée du 27 juin 1941 au 23 juillet 1941 à 8 heures.

#### DOMAINES

##### Avis de demande d'immatriculation

*au livre foncier du Territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1165, déposée le 28 mai 1941, le sieur Homawoo Francis Fiagadji, profession de propriétaire-plantier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une construction en planches d'une contenance totale d'environ 4 ares 65 centiares situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Jacob Gaba, à l'est par terrain aux héritiers Bakpu (Kpakpo), à l'ouest par terrain à Djabaku, au sud par la rue de Belgique.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1166, déposé le 31 mai 1941, le sieur Bruce Usher, profession de plantier, demeurant et domicilié à Aného, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de trapèze portant trois constructions dont deux à usage de magasin et boutique et une à usage de bureau d'une contenance totale de 16 ares 01 centiare situé à Lomé, quartier n° 1; (cercle de Lomé) et borné au nord par la rue du commerce, à l'est par un terrain à la Société Commer-

ciale de l'Ouest Africain, au sud par une rue parallèle à la plage, à l'ouest par un terrain à Akolatsé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Un bail emphytéotique établi au profit de la firme allemande F. Oloff et Cie pour une durée de cinquante ans suivant contrat du 13 septembre 1910 entre le sieur Amoussou Bruce propriétaire du fonds et ladite firme F. Oloff et Cie, ce bail emportant au profit du preneur le droit d'élever des constructions, à charge par le propriétaire d'en faire l'acquisition en fin du bail. Le droit de bail emphytéotique a été adjugé, sous le nom de droit de superficie, suivant procès-verbal en date du 20 juillet 1924, homologué par ordonnance du 2 août 1924, à la Société John Walkden and Company Limited.

Ledit bail emphytéotique a été immatriculé et fait l'objet du titre foncier numéro 95 du cercle de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1167, déposée le 4 juin 1941, la dame Hokou Anastasia Akoua, profession de vendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 ares 50 centiares situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du Centre et borné au nord par terrain aux héritiers Malm, à l'est et au sud par terrain à Hokou Anastasia Akoua, à l'ouest par une rue non dénommée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1168, déposée le 5 juin 1941, le sieur Woamede Ben Teté, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 9 ares 90 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, cercle d'Anécho et borné au nord par terrain à Jules Sodji, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Fred Kumako Mensah, à l'ouest par terrain aux héritiers de feu Georges Godoloun d'Almeida.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1170, déposée le 13 juin 1941, le sieur Badjene Louis, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Atakpamé, agis-

sant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une maison en briques crues, couverte en toles et une cuisine d'une contenance totale de 6 ares 21 centiares situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava, cercle du Centre et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Joseph Amuzu Abbey, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
BERLIE.

## NECROLOGIE

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de France au Togo, a le regret de faire part du décès, survenu à l'hôpital de Lomé le 11 juin 1941, de M. Max FRÉAU, administrateur-adjoint des colonies, chef de la subdivision de Tsévié.

*Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé*

## VENTE d'IMMEUBLE sur SAISIE

Le Vendredi, onze Juillet mil neuf cent quarante et un, il sera procédé à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, à huit heures du matin, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble sis à LOME, rues de la Marne, et de la Somme, prolongées, objet du Titre Foncier numéro Deux cent vingt neuf de LOME saisi à la requête de Mr. Félicio de SOUZA sur le sieur Daniel Otto HUADOR, ayant fait l'objet de la publication de vente parue au Journal Officiel du Togo du 1<sup>er</sup> Janvier 1941.

Cet immeuble consiste en un terrain urbain d'une surface de cinq ares et trente centiares, limité au Nord par terrain à Théophile TAMAKLOË, à l'Ouest par terrain à Joseph ADJAVON, au Sud par la rue de la Somme prolongée et à l'Est par la rue de la Marne prolongée.

Les conditions de vente restent celles analysées au cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de LOME, le trente et un Décembre mil neuf cent quarante.

La mise à prix reste fixée à DIX MILLE FRANCS (Frs. 10.000,00).

Fait et rédigé par l'avocat-défenseur soussigné,  
R. VIALE.

N. B. — Pour tous renseignements, s'adresser à Me Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOME.